

LE PRIX COURANT

REVUE HEBDOMADAIRE

Du Commerce, de la Finance, de l'Industrie, de la Propriété Foncière et des Assurances

VOL. XXII

MONTRÉAL, VENDREDI, 4 NOVEMBRE 1898

No 36

2258

Moyenne de notre Tirage

2258

Pour 1897

UNE GROSSE FAILLITE

Une maison d'exportation de fromage, la maison J. C. et G. D. Warrington, de Montréal, vient de déposer son bilan. Le passif qui dépasse le million, dit-on, est en grande partie dû aux banques qui sont, sinon en totalité, du moins en grande partie, garanties. Dans la liste des créanciers directs, nous ne voyons guère que des noms de la province d'Ontario, la province de Québec ne sera donc que peu affectée par cette déconfiture, du moins comme résultats absolument immédiats.

Néanmoins, on a quelque crainte qu'indirectement les mauvais effets de cette faillite se fassent sentir ici même. On prétend, sans que ce pendant nous ayons pu contrôler cette assertion, que la maison Warrington détient ici 30,000 boîtes de fromage et, en Angleterre, 90,000 boîtes. Comme ces marchandises sont le gage des banques qui ont avancé des fonds, il est à craindre que ce stock considérable soit vendu à l'encan, ce qui aurait un effet désastreux sur les cours.

Nous avons l'espoir que les banques ne jetteront pas d'un seul coup une pareille quantité de fromage sur les marchés, afin de ne pas avilir les cours qui, durant la saison actuelle, n'ont d'ailleurs pas été aussi favorables que les intérêts des producteurs l'auraient voulu.

LA PROHIBITION

Les résultats du plébiscite sont maintenant à peu près connus. Les votes enregistrés sont d'environ 56 pour cent des électeurs inscrits. Dans le nombre des votants 22½ p. c. ont donné leur vote en faveur de la prohibition et 21½ p. c., soit 1 p. c. de moins ont voté contre.

Il est inutile de faire remarquer que de tels résultats ne sauraient indiquer le sentiment réel du pays, à moins qu'on ne considère comme ennemis de la prohibition ceux qui n'ont pas donné leur vote.

Il y aurait, en ce cas, une opposition très forte contre un changement aux lois existantes.

Mais, d'autre part, les prohibitionnistes peuvent arguer en leur faveur que les non-votants se désintéressent en vérité de la question et qu'ils sont prêts aussi bien à se plier sous le joug de la prohibition qu'à continuer à vivre sous le régime actuel.

Quoi qu'il soit, pour l'ensemble du pays, les prohibitionnistes l'emportent par une majorité de 13,884 voix. C'en est assez pour embarrasser le gouvernement qui, à la prochaine session, devra tenir compte et du nombre restreint des votants et de la majorité des votes en faveur de la prohibition.

De quelque côté qu'il se tourne l'embarras pour lui ne sera pas mince, car en dehors de la province de Québec, qui ne veut pas entendre parler de prohibition, toutes les autres parties de la Puissance ont donné une majorité en faveur de l'interdiction de la vente et de la fabrication des liquides fermentés ou distillés.

Le gouvernement fédéral ne saurait imposer à Québec un régime contre lequel les électeurs en masse compacte se sont élevés, et cependant il ne peut ignorer le verdict des autres provinces.

Le seul moyen pour lui de sortir de cette impasse est de laisser aux provinces, séparément, le droit de légiférer sur la matière. Pour en arriver là, point n'était besoin de recourir au plébiscite, partant, point n'était besoin de dépenser un quart de million pour rien.

PAS DE GUERRE

Deux grandes nations civilisatrices poussent les armements à un tel point que ces armements ne peuvent rester sans emploi.

On a beau nous dire et nous répéter le vieil adage : *Si vis pacem para bellum*, il n'en est pas moins vrai qu'une nation qui n'arme pas ne saurait avoir d'intentions belliqueuses.

Quand canons et fusils sont prêts, tout est prétexte pour les faire partir; c'est pourquoi nous n'avons pas confiance dans une paix de longue durée si les armements outrés continuent des deux côtés de la Manche.

On nous dit encore : il n'y aura pas de guerre parce que le sentiment des capitalistes et des financiers est qu'il ne peut pas et qu'il ne doit pas y avoir de guerre.

Mais ce que disent les financiers et les capitalistes compte pour bien peu quand deux nations se défient mutuellement.

Quelques jours avant la déclaration de guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne, on pouvait lire ce même refrain dans tous les journaux : "il n'y aura pas de guerre parce que les financiers n'en veulent pas." Et cependant la guerre a eu lieu et elle a eu lieu parce que les canons étaient prêts à partir, parce qu'on avait armé et parce qu'on ne voulait pas avoir armé en vain.

C'est une sanglante ironie que de voir, quelques jours à peine après un appel au désarmement, deux nations lutter à qui arrivera la première à devancer l'autre dans la complétion de son outillage meurtrier.

Et ce sont les deux nations qui ont fait le plus pour la civilisation qui, à la fin du dix-neuvième siècle, un siècle de progrès cependant, se préparent à la lutte.

Nous espérons encore que les idées de paix prévaudront et que la